

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

*Galette des Rois à l'issue des débats.
 Dépôt des questions orales jusqu'à 16h30*

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications			
	2.	Dépôts			
	3.	(GC 092) Rapport du Bureau du Grand Conseil et prestation de serment de Monsieur Laurent Miéville, nouveau député	GC	Nicolet J.	
	4.	(13_INT_201) Interpellation Denis Rubattel et consorts - Rapprochement LEB - TL : une nouvelle perte de substance pour le Gros-de-Vaud ? (Développement)			
	5.	(GC 094) Rapport annuel 2013 de la Commission interparlementaire de contrôle de la convention scolaire romande	GC	Glauser A.	
	6.	(13_POS_040) Postulat Catherine Roulet et consorts - La médiation école-famille	DFJC, DSAS	Attinger Doepper C. (Majorité), Cretegnny L. (Minorité)	
	7.	(13_MOT_035) Motion Hans-Rudolf Kappeler et consorts pour un traitement fiscal des personnes qui se consacrent à l'exercice de fonctions publiques (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			
	8.	(13_POS_052) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - Rendre plus sûr le traitement de la validation des initiatives populaires (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			
	9.	(13_INT_135) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christelle Luisier Brodard - Punit-on la classe au lieu de l'élève perturbateur ?	DFJC.		
	10.	(13_POS_031) Postulat Rebecca Ruiz et consorts demandant une promotion continue de la formation continue	DFJC, DECS	Bezençon J.L. (Majorité), Podio S. (Minorité)	
	11.	(13_INT_157) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Marie Surer et consorts - Cours professionnels: bâtiments EPCL / Vallée de la jeunesse utilisation suspendue rentrée repoussée...	DFJC.		

Séance du Grand Conseil

Mardi 7 janvier 2014

de 14 h.00 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	12.	(RI09_POS_144) Rapport intermédiaire du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Filip Uffer et consorts pour une politique d'action sociale gérontologique favorisant la participation et l'autodétermination des personnes âgées	DSAS.		
	13.	(13_INT_095) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Rebecca Ruiz - Une prise en charge adaptée des alcoolisations ne soulagerait-elle pas les Urgences du CHUV ?	DSAS.		
	14.	(13_INT_119) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero - Avec ou sans glace pilée, les boissons énergisantes ne sont-elles pas dangereuses pour la santé ?	DSAS.		
	15.	(13_INT_147) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Régis Courdesse - Comment et à quel coût la suppression de la déduction de coordination (art. 11 LCP) peut améliorer la rente de retraite des bas salaires et des temps partiels des collaborateurs de l'Etat ?	DSAS.		
	16.	(13_INT_158) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz - Cet asile qui nous coûte si cher !	DECS.		
	17.	(13_MOT_028) Motion Philippe Martinet et consorts pour un engagement cantonal en faveur des secteurs formation du LHC et du LS	DECS, DFJC	Perrin J.	
	18.	(13_INT_133) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Grobéty et consorts - Beaucoup d'emplois seront perdus dans les régions à fort taux de résidences secondaires	DECS.		
	19.	(13_INT_149) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Dolivo - Faciliter la mise en oeuvre du droit à l'indemnité en cas d'insolvabilité pour les salariés concernés	DECS		

Secrétariat général du Grand Conseil